ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1993
8e circonscription de Paris

Jean de GAULLE

candidat unique de l'Union RPR-UDF

Paris, le 12 mars 1993

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 21 mars prochain, vous allez élire votre député qui sera votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Après plus de dix années aux affaires, les socialistes ont plongé la France dans un profond désarroi. **Notre pays traverse, en effet, une crise morale, sociale et économique qui n'a pas eu d'équivalent depuis longtemps.**

L'Etat n'est plus en mesure d'assurer ses missions essentielles.

Le chômage frappe plus d'un actif sur dix et un jeune sur quatre. Plus de trois millions de chômeurs et un million six cent mille emplois précaires.

Notre système éducatif ne répond plus aux besoins du marché du travail dans notre société. Parmi les 700 000 filles et garçons quittant chaque année le système éducatif, un tiers d'entre eux seulement possède, deux ans plus tard, un emploi stable. 15 à 20 % risquent l'exclusion complète du marché du travail.

Notre système de protection sociale est fragilisée, son financement à terme gravement compromis. **Notre pays n'est plus en mesure de promouvoir une véritable ambition sociale faite de responsabilité et de générosité.**

L'insécurité dans nos villes mine dangereusement notre société au point d'en compromettre sa cohésion. En dix ans, de 1981 à 1991, la délinquance et la criminalité ont augmenté de 40 %.

Nos entreprises, seules créatrices d'emplois, sont lourdement pénalisées par le poids des charges sociales et fiscales, une fiscalité complexe et injuste, et des taux d'intérêts trop élevés. Jamais les faillites d'entreprises n'ont été aussi nombreuses.

L'endettement de notre pays et les déficits publics ont atteint des niveaux records. C'est plus de 2 000 milliards de dettes et plus de 500 milliards de déficits publics qui nous seront légués par la gestion socialiste.

L'immigration clandestine, le dévoiement du droit d'asile, la non application des lois existantes sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, sont **autant d'éléments qui menacent notre cohésion sociale et empêchent toute véritable politique d'intégration.**

Enfin, crise de la démocratie. Une justice contestée, un Parlement discrédité, une morale publique mise à mal, jamais le fossé entre les citoyens et leurs représentants n'a été aussi grand.

Il dépend de votre volonté de modifier le cours des choses afin de rendre la vie de chacun plus heureuse et plus digne. Certes, nous le savons bien, la route sera rude pour redonner confiance à la France et rendre l'espoir à nos concitoyens. Il va nous falloir du courage, de la volonté et du cœur.

J'ai confiance en mes compatriotes. Ils ont accompli de grandes choses dans leur histoire. **Au nom de quelle fatalité n'en seraient-ils plus capables aujourd'hui ?** Ce n'est pas la valeur des Français qui est en cause. C'est le caractère de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui.

Ce document n'est pas un bulletin de vote

Vu, les candidats

G.C. CONSEILS

La France est, jour après jour, ce que nous en faisons, la France sera, dans l'avenir, ce que nous en ferons.

Ne décevons pas l'attente des Français. C'est l'objet même de notre projet, fondé sur **deux grandes ambitions : rassembler, changer.**

Nous voulons d'abord **engager une réforme de l'Etat** en le recentrant sur ses missions essentielles, en le rendant **plus proche des citoyens, plus impartial et en rétablissant son autorité là où elle est indispensable.**

La mission fondamentale de l'Etat est de lutter contre l'insécurité et notamment la petite et moyenne délinquance, qui frappe les plus vulnérables de nos concitoyens dans leur vie quotidienne. La volonté d'appliquer la loi sur tout le territoire de la République doit se traduire avec fermeté et une loi-programme renforcera les moyens de la police et de la justice.

Nous entendons ensuite **assurer la cohésion sociale du pays et lutter contre le chômage et** la précarité qui conduisent trop souvent à l'exclusion.

Retrouver les chemins du progrès social nécessite en particulier de renouer avec la croissance par une **baisse des charges et des impôts** au bénéfice des petites entreprises et des personnes, comme d'aider la jeunesse par une profonde réforme de l'éducation, de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage.

La solidarité exige que soit préservé l'avenir de notre système de soins et de retraites et que soit donné plus d'efficacité à la politique familiale. Nous voulons garantir à nos concitoyens **la retraite par répartition,** l'organiser selon un système par points, assouplir les conditions de départ en retraite et favoriser la constitution d'une épargne retraite, complément de la retraite de base, par un avantage fiscal.

Il nous faudra relancer la construction de logements sociaux, renforcer l'accueil des personnes âgées et dépendantes, savoir concilier la vie familiale et l'activité professionnelle en développant le travail à temps partiel, accroître les salaires directs et relancer l'actionnariat populaire dans le cadre des futures privatisations.

La protection de l'environnement constitue aujourd'hui une dimension permanente de la vie en société exigeant une **discipline des comportements individuels et collectifs. Elle n'est le monopole de personne et nous concerne tous.**

Nous voulons enfin que **la France poursuivre une ambition à la hauteur de son destin.** Pour cela, il faut en premier lieu que **sa défense et à travers elle son indépendance soit assurée** dans un monde instable et incertain. **Construire une Union des Etats de l'Europe** qui ne remette pas en cause l'existence et les droits des Etats qui la composent, **prendre part au développement des peuples du Sud et de l'Est et à la réduction des tensions dans le monde,** tels sont les objectifs que doit s'assigner notre pays.

Un Etat restauré, un peuple rassemblé et rassuré sur son avenir, une Nation forte au service d'une ambition d'indépendance et de générosité, tel est le projet de l'Union pour la France. C'est l'enjeu des cinq prochaines années. Mon souhait est que notre pays redevienne ce qu'il fût, à plusieurs reprises de son histoire, **un exemple pour le monde.**

Avec votre confiance, nous conduirons cette politique de réforme et de redressement national.

Je vous prie de croire, Madame, Mademoiselle, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs et dévoués.

Vous pouvez compter sur moi.

Jean de GAULLE